

## Edito

Ce week-end, c'était la Fête. Celle de l'Humanité. Une fête dont le succès ne se dément pas : chaque année elle attire toujours autant. Cette fois encore les allées étaient noires de monde. Jeunes et vieux, femmes, hommes et enfants, en provenance de toutes les régions de France et même d'ailleurs, tout le monde vient à l'Huma pour être ensemble. Pour voir des concerts, mais aussi pour assister à des débats, se balader dans le village du monde, échanger quelques mots avec des écrivains, faire un voyage culinaire... Bref, l'Huma est un concentré de solidarité, d'amitié entre les peuples, de partage, de dialogue, de paix...

De paix justement il en est question plus que jamais depuis ce lundi. D'espoir de paix plus exactement. Un espoir né avec la trêve initiée par Moscou et Washington. Le peuple syrien retient son souffle, n'osant croire que le calme pourrait bientôt être de retour. N'osant imaginer que leurs enfants pourront de nouveau jouer, rire, vivre, sans la peur permanente qu'un missile leur tombe sur la tête ou qu'une balle perdue, ou pas, leur troue la peau. Alors certes, cette trêve ne concerne pas toutes les zones. Certes, elle est plus fragile que jamais. Mais peut-être est-ce aussi le signe que tout peut enfin changer. Que le jour est proche où les Syriens n'auront plus à fuir leur pays par milliers pour éviter de se faire tuer. Un rêve ? Ou bientôt une réalité ?

Pendant ce temps-là, en France, les candidats à la primaire de la droite jouent à "qui sera le moins mouillé dans les affaires" pour avoir une chance d'être crédible. Alors que chez les socialistes, il faut réussir à faire le tri entre les faux de gauche, voire les "pas de gauche" du tout, et ceux qui sont tellement à gauche qu'ils sont mis au ban du parti. On se demande pourquoi ils y restent. Tout cela est tellement anecdotique... au regard de ce qui se passe dans le monde...

## Le mur !

Ça y est. Nous vous présentons les choses un peu comme une gageure, mais la volonté des Anglais et la faiblesse du gouvernement français font que nous devrions avoir notre mur. Nous pouvons donc réaffirmer avec force, que les mêmes qui hier mobilisaient toute l'Europe sur le thème : « Faisons tomber les murs », finançaient des médias tout à la dévotion de la liberté de circulation, défendent aujourd'hui l'idée d'un nouvel ordre ségrégationniste. D'un côté les bons auxquels on promet le paradis même s'il n'y touchent jamais, ou alors pour ramasser les miettes, de l'autre ceux qui sont les victimes des guerres, du chaos économique engendré par le capitalisme, des nationalismes...

Ainsi donc, mois après mois, année après année, les Anglais continuent sur la lancée de la Guerre de 100 ans d'occuper Calais. Ils se croient autorisés, confortés en cela par la faiblesse de notre monarque et de ses ministres, d'organiser leur frontière sur notre territoire et de nous laisser gérer les difficultés nées de leurs propres turpitudes.

C'est à la population calaisienne, une population particulièrement touchée par les crises que nous impose le système, parmi les moins fortunées de notre pays, particulièrement atteinte par les maladies générées par l'exploitation capitaliste, en retard de soutien public..., de supporter l'inacceptable. Depuis 20 ans, il nous est demandé de supporter en grande partie le problème de la migration vers le Royaume-Uni. Une migration qui n'a cessé de se renforcer au gré de l'augmentation des ventes d'armes, au gré des guerres qui devaient résoudre les problèmes mais qui n'ont fait que les aggraver, au gré du pillage des ressources naturelles des pays en voie de développement... Une misère qui s'est renforcée de celle vécue par la population locale. Quand on a un travail, quand on a un



revenu (certes insuffisant mais permettant néanmoins de considérer être membre à part entière de la société), on a des valeurs sociales. Au contact des anciens salariés formés à la nécessité de lutter pour obtenir son dû, on comprend la volonté de celui qui n'a rien de vouloir un peu de bonheur. On compatit, on supporte.

On supporte même que des enfants, des femmes et des hommes vivent dans les pires conditions : sur des terrains marécageux où les rats se promènent, sans eau, sans électricité, sans chauffage, sans assainissement... On supporte parce qu'on se dit : c'est pour quelques jours, ça ne va pas durer, ils vont passer !

Mais ils ne passent pas, et dans le même temps ceux qui vivent ici voient leurs propres difficultés se renforcer. Rien de commun avec ce que les milliers de réfugiés vivent, mais des emplois qui disparaissent, des rémunérations qui reculent, des contrats de travail à plein temps qui deviennent à temps partiel. On est contraint de réduire le train de vie, on n'en peut plus de refuser à ses enfants... Une réalité qui entraîne une modification lourde des comportements. On n'écoute plus, on n'entend plus (ventre affamé n'a

pas d'oreilles).

La misère des autres nous rappelle trop la « nôtre », alors on se laisse aller à prendre pour argent comptant les balivernes des fils de ceux qui hier prétendaient la prédominance d'une race sur les autres.

La machine infernale est lancée, et ceux qui par petits calculs ont conforté les plus faibles dans l'erreur, se rendent compte que la machine est devenue incontrôlable.

Il appartient à ceux qui veulent que l'humain revienne au centre de toutes les préoccupations de réagir, de ne pas se laisser abuser par les chants ensorcelant des sirènes de mauvais augures. Même si nous sommes la minorité, nous devons continuer de militer pour un monde meilleur pour tous.

Voilà pourquoi nous ne voulons pas de leur mur, voilà pourquoi nous ne voulons pas de leur loi travail, voilà pourquoi nous devons crier avec force pour que tous nous puissions aller mieux : **Laissons-les passer !**

Car alors nous, pourrions agir pour reprendre la maîtrise de notre avenir et eux du leur. Eux, en se reconstruisant, nous en réclamant des comptes et des moyens à ceux qui nous mentent depuis trop longtemps.

## Le dessin



## On y pense

Dans le cadre de la journée nationale d'action contre la loi travail

**Rassemblement à Calais**

ce jeudi 15 septembre

À 9 h 30

devant la sous-préfecture

**Venez nombreux**

## Aménagement

# Mes beaux gabions

La ville de Calais a récemment procédé au réaménagement partiel de l'avenue Salengro. Oh, pas de réfection de chaussée, pas de réaménagement des trottoirs, pas de redistribution du stationnement... Simplement la pose de magnifiques gabions protégeant quelques fleurs ou arbustes.

Un dossier qui fait déjà parler de lui, puisque la fédération des motards en colère a mené le weekend dernier une opération de sensibilisation sur la dangerosité de ces équipements. Les motards ne remettent en question ni la nécessité de ralentir la circulation, ni le besoin d'aménagement urbain. Tout juste disent-ils que même à 40 km, une chute par temps de pluie peut se traduire par la mort pour le pilote qui irait s'encaster dans un gabion.

Immédiatement, pour tenter de désamorcer le conflit, l'adjoint compétent a déclaré qu'étant lui-même motard il recevrait rapidement les intéressés pour entamer le dialogue. Que ne l'a-t-il fait avant, lui le motard chevronné, de tenir compte de l'avis des usagers de la route, pour éviter à la population calaisienne de se trouver bloquée ? Pourquoi n'a-t-il pas fait part à ses collègues de la majorité, des différents écrits de la puissante fédération des motards sur ce sujet ?

Pourtant régulièrement on interroge les représentants d'associations dont les membres sont concernés par les difficultés de circulation, ou l'aménagement des voiries et trottoirs (associations représentant les handicapés, associations représentant les cyclistes, les motards...)

Peut-être tout simplement parce qu'il n'est qu'un motard du dimanche, ou peut-être aussi parce qu'il ne suit pas suffisamment ses dossiers.



## Poil à gratter

### Ça va mieux. Ou pas

Les finances de l'agglomération vont mieux. D'ailleurs 3 personnes ont été embauchées au cabinet de la présidente... C'est bon signe. Ça veut dire que les problèmes financiers sont passés, que les agents qui ont réussi des concours ou examens vont pouvoir être nommés, que les réparations qui étaient bloquées, vont pouvoir être effectuées...

Pas si sûr, car après le papier toilette qui était devenu denrée précieuse à utiliser avec parcimonie à l'agglomération, désormais c'est le papier... tout court qui est en rupture de stock. Certains services sont déjà en réelle difficulté pour travailler...

### Pas de copinage

Parmi les nouveaux arrivants au cabinet, il est un jeune homme qui a sans doute eu moins de mal que la plupart des Calaisiens au chômage à trouver un travail. Celui-ci n'est en effet autre que le fils de Jean-René Lecerf, président UMP du conseil départemental du Nord. C'est beau la solidarité ! On rappelle à ceux qui auraient raté les derniers épisodes qu'il ne s'agit en aucune façon de copinage. Ce mot ayant disparu du vocabulaire local depuis l'avènement de Bouchart 1<sup>ère</sup>.

## Vie économique

## Noyon, de nouveau en difficulté

Après les tourments vécus (en 2015) par les entreprises de dentelle Desseilles et Codentelles, qui rappelons-le, ont été rachetées respectivement par un groupe chinois et par Sophie Hallette de Caudry, c'est de nouveau le fabricant de dentelle Noyon qui est dans la tourmente. Olivier Noyon a de nouveau été contraint de placer son entreprise sous la protection de la loi. Comment pouvait-il en être autrement dès lors que les salaires d'août n'avaient pas été versés, que la trésorerie était insuffisante pour permettre la continuité de l'exploitation.

Un nouveau problème né d'une réduction des ventes. En effet, alors que l'année 2014 avait vu l'activité fortement progresser (+7%), ce qui avait concrètement permis de recruter de nouveau (10 contrats), 2015 aura été un mauvais exercice, et 2016 ne s'annonce pas glorieux.

Une réalité qui montre bien que la dentelle reste une activité qui fonctionne en dent de scie dès lors que l'on n'a aucune maîtrise sur ce qui fait la commande : la mode.

L'entreprise se trouve donc placée en redressement judiciaire, une période d'observation de six mois lui a été accordée, au terme de laquelle elle devra communiquer le plan d'économie mis en place. Des économies qui devraient se faire sur les hommes, puisque la main d'œuvre représente plus de 50 % du coût.

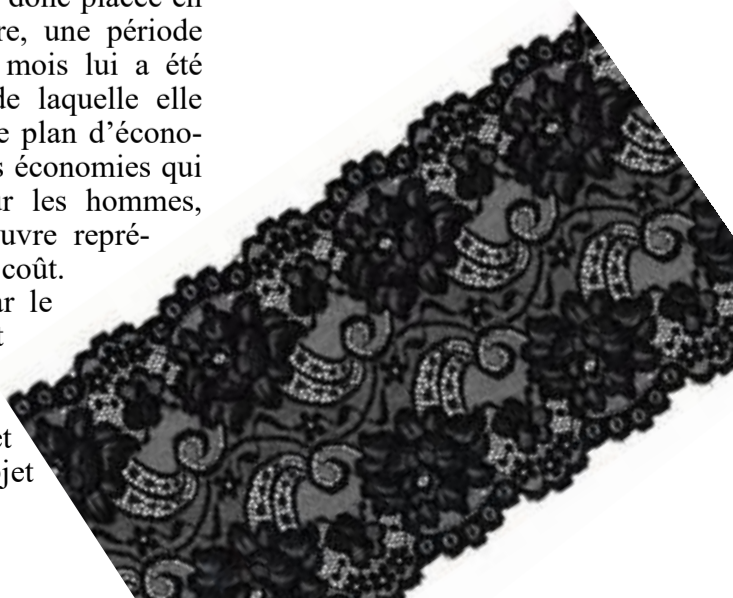
Le problème vécu par le groupe calaisien n'est pas nouveau, c'est un phénomène perçu depuis longtemps et qui avait fait l'objet

d'échanges particulièrement riches, de projets innovants voulant agir sur la commande car si vous n'avez pas la possibilité d'influencer le marché alors vous êtes dépendant.

Citons par exemple la possibilité d'organiser la présence à l'année de créateurs au sein de la cité de la dentelle, l'organisation de défilés de très haut niveau, le recrutement à l'année d'une marraine de renom pouvant mettre en avant les produits calaisiens. Des idées laissées de côté.

Ce nouveau coup dur pour la dentelle et Calais, pourrait ne pas être le dernier. En effet, Caudry s'étant particulièrement renforcé, la position de Bellier devient de plus en plus fragile.

Dans un monde économique où l'on aime opposer et se servir de l'argent public, il serait étonnant que l'on ne voit pas rapidement poindre un projet de teinturerie sur le Caudrésis. Espérons qu'il n'en sera rien, espérons surtout pour les salariés que Noyon réussisse à surmonter ces nouvelles difficultés.



## En bref... En bref... En bref... En bref... E

### Mariage forcé

Nous avons souvent évoqué ce sujet, abordé notamment dans le cadre des séances de la communauté d'agglomération du Calais et du conseil municipal de Calais (voir blog du Rusé : articles sur intercommunalité 2012). Les élus d'Escalles qui devaient choisir entre la communauté de commune des Trois Pays et la communauté d'agglomération du Calais (par obligation de la loi), avaient jusqu'à présent fait le choix d'être avec les Trois Pays. D'autres communes, membres comme Escalles de la communauté de commune du Sud-Ouest du Calais, ayant fait le choix de rejoindre la CAC (Fréthun...).

Après réflexion, voilà que les élus d'Escalles décident à l'unanimité de changer d'orientation. Ils veulent aller avec la CAC. Informée de leur décision, la préfecture dans une attitude particulièrement démocratique leur répond : ça n'est possible. Et pourquoi donc cela ne serait-il pas possible ?

Singulière conception de la démocratie qui consiste à dire aux élus qui ont parfaitement le droit de changer d'avis, qu'ils peuvent voter : l'État s'en fout ! L'État serait-il là pour défendre des intérêts particuliers au dépend du territoire ?

Reste à la commune d'Escalles à organiser un *referendum* et, si le résultat vient en soutien de leur décision, de mettre l'État en face de ses responsabilités. Reste aux élus de l'agglomération calaisienne à exprimer leur souhait de voir la commune limitrophe de Sangatte les rejoindre.

### Tioxide, quelles nouvelles ?

Alors que d'aucuns pensaient voir Tioxide fermer très rapidement, voilà que des incidents de production viennent rappeler que la vie n'est pas un long fleuve tranquille.

Le groupe chinois nouveau propriétaire du brevet du pigment (TR 52) ne réussissant pas à faire accepter (semble-t-il) la production par les clients, l'entreprise calaisienne se trouve donc obligée de palier l'incapacité en produisant. Une situation qui pourrait encore durer un certain temps. Par ailleurs, d'autres incidents de production dans les usines allemandes du groupe Hunstmann pour un autre pigment, obligent l'unité calaisienne à venir suppléer les défaillances. Si le dossier n'était pas aussi grave pour les salariés qui vont perdre leur emploi, la situation prêterait presque à rire.

Alors que le proverbe dit que « gérer c'est prévoir », on peut avoir un sentiment de révolte face à un tel amateurisme. Révolte liée à une absence de vision industrielle digne de ce nom, tant chez Hunstmann qu'au niveau de l'État français. Certains essaient de nous faire « saliver » en nous annonçant un plan de revitalisation. Comme s'il s'agissait d'une exception, alors qu'en fait il s'agit d'une obligation de la loi qui impose ce processus à tous les groupes ayant plus de 1000 salariés et procédant à des plans dit sociaux.

Il serait d'ailleurs particulièrement intéressant de publier la liste des bénéficiaires d'aides et surtout leur situation après 3 à 4 années d'activités. Au-delà de ces plans de revitalisation, il aurait été bien plus efficace de mettre en place un plan visant la pérennisation des emplois industriels existants, un plan de développement. Dossier toujours à suivre.